

La Ministre de la Santé doit recevoir la délégation des signataires de la lettre ouverte !

La Fédération des personnels des services publics et de santé FO apporte son soutien à la « lettre ouverte » des praticiens hospitaliers qui s'adressent à la Ministre de la Santé. Cette lettre est initiée par les syndicats médicaux de la région Rhône Alpes/Auvergne (SNMF/FO, CPH, Avenir Hospitalier, AMUF, SPH, SPEP, USP).

Dans ce courrier, les signataires, avec leurs organisations syndicales alertent la Ministre sur la dégradation du service public hospitalier, sur les difficultés croissantes rencontrées pour soigner.

Ils dénoncent les grandes difficultés, comme les autres professionnels de santé, à pouvoir exercer leur métier, en raison de la politique de santé en cours depuis plusieurs années et du « management » qui en découle.

Ils s'élèvent aussi contre les effets conjugués des dernières lois sur l'hôpital (Loi HPST de Bachelot et Loi Santé de Touraine avec ses GHT...) et d'une politique générale de destruction des services publics.

Dans ce courrier, ils réaffirment leur attachement au principe fondateur de la Sécurité Sociale solidaire : cotiser à proportion de ses moyens et recevoir des soins selon ses besoins.

Ils réclament enfin d'une manière impérative et urgente que les commissions médicales d'établissement retrouvent leurs prérogatives et que l'on en revienne, dans les établissements, à une organisation en service par spécialité et non par pôle. Ils condamnent aussi la pénurie médicale organisée de longue date est là, dans tous les secteurs.

Les signataires constatent que la Ministre s'inscrit dans la continuité de ses prédécesseurs en accélérant les GHT, donc les fermetures de structures et en matière, comme en matière de budgets contraints qui annoncent une aggravation de la situation comme l'expliquent de nombreux directeurs d'hôpitaux avec la FHF.

En conclusion de leur lettre, l'heure étant grave et les conséquences sur la santé publique étant imputables à ces modes d'organisation, ils demandent à rencontrer la Ministre dans les plus brefs délais. Cela fait maintenant cinq mois que la Ministre refuse de répondre aux 1000 signataires !

La Fédération FO partage les positions affirmées dans ce courrier, au moment où certains, avec la ministre, esquivent la responsabilité de l'Ondam de plus en plus contraint, dont l'objectif est de serrer encore plus la vis aux hôpitaux publics pour supprimer des postes médicaux et non-médicaux.

FO constate aussi, la même attitude de la part du Président de la République. Depuis le 19 octobre 2017, il refuse de recevoir une délégation des signataires appelant à la grève de tous les EHPAD du 30 janvier prochain, contre la « réforme tarifaire » et pour l'application du ratio « d'un agent par résident ».

**Cette situation ne peut plus durer !
Mme Buzyn recevez la délégation des médecins !
M. le Président recevez les organisations
qui appellent à la grève des EHPAD !**